

# Démythifier le Sommet<sup>23</sup> francophone<sup>76</sup>

par  
**Raymond  
GIROUX**

La détente politique québécoise, voire même l'indifférence sourde dès que les questions de langue ou de constitution remontent péniblement à la surface en cette campagne électorale, ne doivent pas ensevelir l'annonce de l'entente sur un éventuel Sommet de la francophonie.

Après des années de querelles souvent protocolaires, parfois idéologiques mais rarement désintéressées, Ottawa et Québec ont décidé de mettre le point final à ce débat.

La querelle de famille entre péquistes et libéraux fédéraux a fait place au réalisme. Comme le notait le rapport Macdonald, "le Québec n'a pas d'autre choix que de chercher à s'ouvrir sur le monde extérieur et en particulier sur la francophonie internationale".

Les objectifs de l'indépendance politique, d'une part, et de la suprématie totale du gouvernement central, d'autre part, avaient saboté jusqu'à maintenant tous les efforts pour rassembler sous un chapeau commun les nations se réclamant au moins partiellement de la culture française.

Les Québécois, toutefois, ont déjà annoncé à leurs politiciens la fin de la partie de souque à la corde, leur intention d'expédier aux limbes électoraux tous les mauvais esprits. Aussi pouvons-nous maintenant passer aux questions sérieuses et voir quelle utilité peut avoir la coopération entre les Etats francophones.

A un premier niveau, il ne faut jamais évacuer de l'analyse les ambitions internationales de la France et ses efforts constants pour se démarquer des Etats-Unis, pour tenir leurs alliés à bout de bras. Depuis de Gaulle en passant par Pompidou et Giscard jusqu'à Mitterrand, les présidents de la Ve République tiennent bien haut le flambeau de l'indépendance nationale.

Si une seule voix peut toujours se trouver un créneau dans le concert des nations, un chœur d'une vingtaine ou d'une trentaine de pays pèse nettement plus lourd dans la balance: de là l'intérêt passionné des Français pour une version gauloise du Commonwealth britannique.

Le blocus imposé par le Québec à la participation canadienne a jusqu'ici empêché la réalisation de ce rêve, de cette illusion politique même. Les intérêts économiques et les régimes politiques de la France, du Zaïre, de Haïti ou du Vanuatu divergent à un point tel qu'on voit mal quelle pression internationale commune ces nations pourraient mettre de l'avant sans que leurs voisins n'éclatent de rire.

Mais en dehors de ce lieu de rencontre et de festivités entre politiciens en mal de publicité et de postes honorifiques pour les bien-méritants de leur entourage, il faut développer au maximum le potentiel culturel et économique réel qui découlera de ce sommet.

Car le Québec et la francophonie canadienne, en extrême petite minorité sur le continent nord-américain, ne peuvent songer à s'épanouir sans s'ouvrir sur le monde extérieur. Le français, langue de communication et d'éducation supérieure pour nombre de pays du Tiers-monde, nous offre des débouchés insoupçonnables en Afrique et en Asie, notamment.

Le compromis entre Québec et Ottawa réserve au pouvoir